

Conjoncture à mi-mars 2019

Comme prévu, sur la lancée de 2018, l'activité immédiate du bâtiment reste bonne. En témoigne des carnets de commande d'environ six mois et demi, toutes tailles d'entreprises, tous métiers et tous territoires confondus. D'ailleurs, côté emploi, après la création de plus de 50 000 postes en deux ans, dont près de 30 000 salariés, majoritairement en CDI, les perspectives restent positives, malgré un net tassement. Toutefois, la situation financière des entreprises demeure tendue. En effet, la petite amélioration des prix bâtiment (1,8 % en glissement annuel sur les trois premiers trimestres de 2018) ne permet pas de compenser la hausse toujours soutenue des coûts (2,6 % sur la même période et nouvelles tensions qui se manifestent dans les premiers indicateurs disponibles sur le début 2019).

La principale inquiétude porte sur les tendances à venir du côté du logement neuf. De fait, en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019, les permis et les mises en chantier se replient respectivement de 6,9 % et 11,1 %. Plus en amont des travaux, les ventes de maisons individuelles abandonnent 10 % en glissement annuel sur douze mois à fin janvier 2019, alors que les mises en vente des promoteurs se sont repliées de 3,9 % en 2018, dont 15,3 % en zones B2 et C. Il faut y voir, sans nul doute, les conséquences directes de la dégradation de l'environnement institutionnel depuis le 1^{er} janvier 2018 (suppression de l'APL accession, réduction de moitié de la quotité de PTZ neuf en zones B2 et C, suppression de l'accès au Pinel en zone B2, mise en place de la RLS et hausse de la TVA à 10 % dans le logement social).

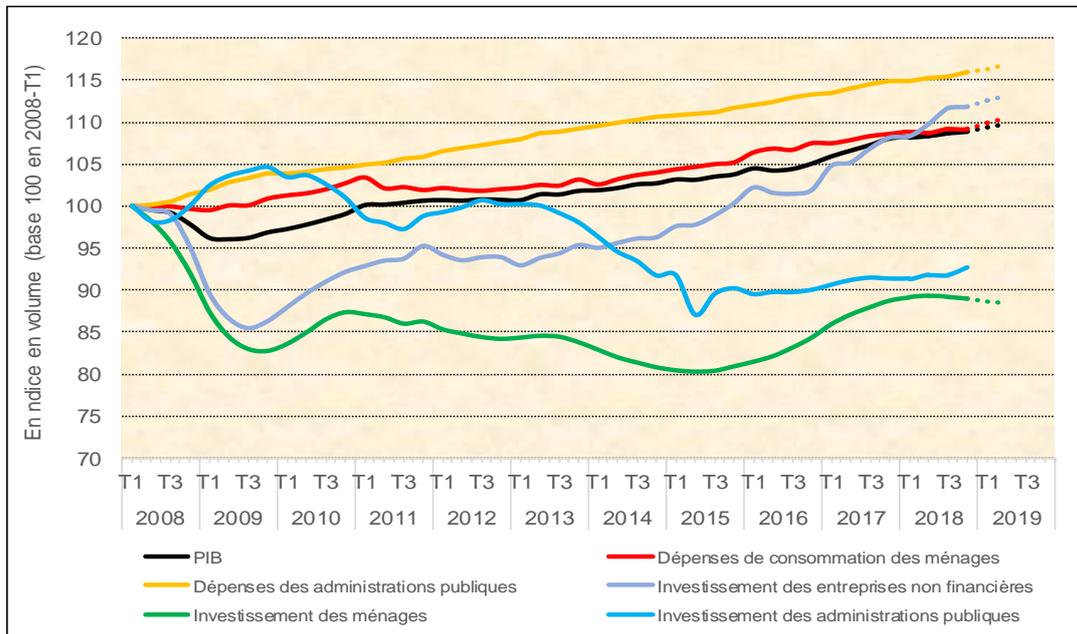
Pour ce qui concerne le non résidentiel neuf, non soumis aux aléas de l'environnement institutionnel, la situation ressort meilleure, comme prévu. Certes, hors locaux agricoles, en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019, les surfaces commencées baissent de 4,5 %, mais les surfaces autorisées progressent de 6,5 %. Seul le segment des commerces reste encalminé, les surfaces autorisées et commencées y chutant respectivement de 14,5 % et 22,6 % sur la même période. S'agissant de l'amélioration-entretien, l'activité a souffert fin 2018 des attermolements autour du CITE et, plus généralement, des dispositifs en faveur de la rénovation énergétique, avec une baisse de 1,8 % au quatrième trimestre 2018, sur un an. Sauf nouvelle crise autour de ces dispositifs, une quasi-stabilité reste attendue pour 2019.

Au global, le retour à un environnement institutionnel plus favorable pour le logement neuf s'avère indispensable pour éviter que le tassement du contexte économique attendu pour la fin 2019 et l'effet négatif des élections municipales de 2020 ne se traduisent en véritable crise du secteur, avec son cortège de destructions d'emplois, d'autant plus marquées que la « drôle de reprise » n'a pas permis aux entreprises d'améliorer significativement leur situation financière.

1. Le contexte macro-économique et macro-financier

En 2018, la croissance a nettement ralenti en France, à +1,5 % contre +2,3 % en 2017 (cf. graphique 1). Le comportement des ménages l'explique en grande partie. De fait, leurs dépenses de consommation n'ont progressé que de 0,8 %, sous les effets conjugués des hausses des taxes et de l'énergie d'une part, de la crise des « gilets jaunes » d'autre part. Quant à leur flux net d'investissement, très largement consacré au logement, il n'a crû que de 1,9 %, avec même une quasi-stabilisation en glissement annuel au quatrième trimestre 2018.

Graphique 1 – Le PIB et ses composantes



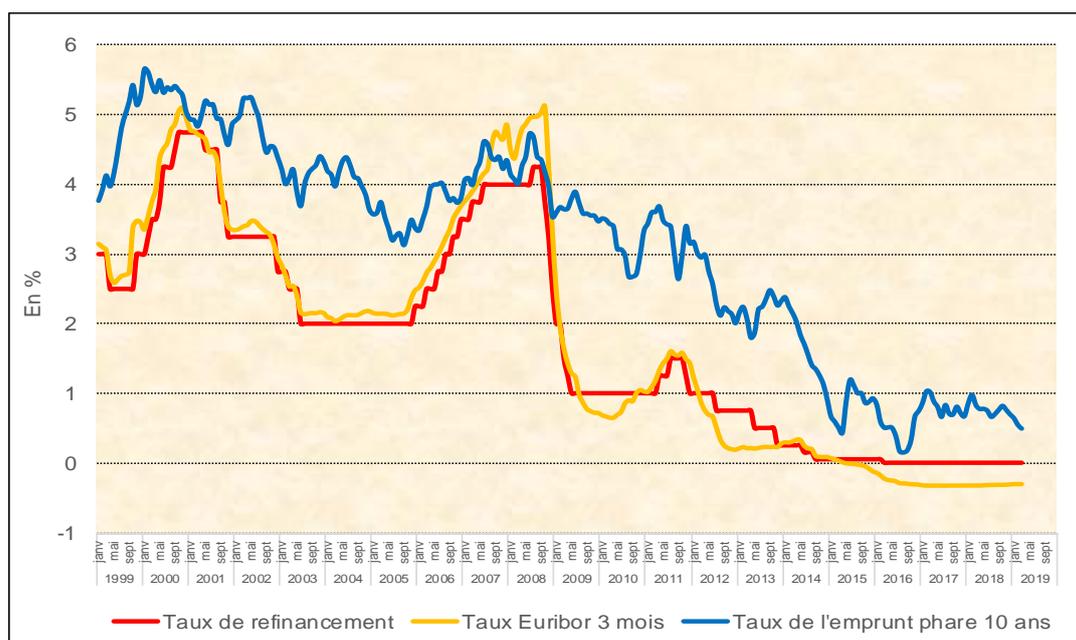
Source : FFB à partir de l'Insee, Comptes de la Nation

Pour ce qui concerne le premier semestre 2019, selon les prévisions de l'Insee, le PIB continuerait de se tasser, à 1,1 % en glissement annuel, soit au même rythme qu'au deuxième semestre 2018. En détail, les dépenses de consommation retrouveraient un peu de vigueur à +1,3 %, d'autant que leur indicateur synthétique de confiance se redresse sur les mois de

janvier et février 2019. Il faut probablement y voir les effets des mesures prises par le gouvernement en faveur du pouvoir d'achat, mais aussi de l'amélioration de la situation sur le front du chômage, retombé à 8,8 %¹ au quatrième trimestre 2018, soit son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2009. En revanche, l'investissement des ménages se replierait de 0,8 % au premier semestre 2019 par rapport au premier semestre 2018, du fait du recul du logement neuf. Quant à l'investissement des entreprises, il resterait bien orienté à +3,5 % sur la même période.

Concernant l'environnement macro-financier, les taux d'intérêt se maintiennent à des niveaux historiquement bas depuis plus d'un an, aux environs de 1,45 %, hors assurance et coût des sûretés, selon l'observatoire Crédit Logement / CSA du financement des marchés résidentiels. Ils s'inscrivent ainsi dans le sillage de l'emprunt phare à dix ans, dont le taux a reculé pour s'établir à 0,50 % à mi-mars 2019, soit 32 points de base en dessous de son niveau d'octobre 2018 (cf. graphique 2).

Graphique 2 – Taux d'intérêt



Source : Banque centrale européenne, Banque de France

¹ France entière. Il s'élève à 8,5 % en France métropolitaine.

2. Les marchés du bâtiment

2.1 Le logement neuf

2.1.1 Les ventes

Avec une petite baisse de 1,9 % en 2018 (cf. tableau 1), les ventes de logements dans la promotion ont plutôt bien résisté. Toutefois, on relève une accélération du repli au deuxième semestre 2018 par rapport au deuxième semestre 2017, à -4,9 %. De plus, le décrochage s'avère particulièrement brutal en zones B2 et C, à -13,5 % sur le seul quatrième trimestre 2018 en glissement annuel, conséquence directe de la dégradation de l'environnement institutionnel depuis le 1^{er} janvier 2018 (suppression de l'APL accession, raboutage du PTZ neuf en zones B2 et C, fin des accords dérogatoires pour le Pinel en zone B2, mise en place de la Révision de loyer de solidarité –RLS– et hausse à 10 % de la TVA s'appliquant au logement social).

Tableau 1 – **Évolutions** (en %, en glissement annuel) **de la promotion immobilière**

	Ventes	Mises en vente
Sur un trimestre (2018 T4 / 2017 T4)	-3,1 %	-16,7 %
Sur deux trimestres (2018 S2 / 2017 S2)	-4,9 %	-10,3 %
Sur trois trimestres (2018 T2 → 2018 T4 / 2017 T2 → 2017 T4)	-1,7 %	-7,3 %
Sur un an (2018 / 2017)	-1,9 %	-3,9 %

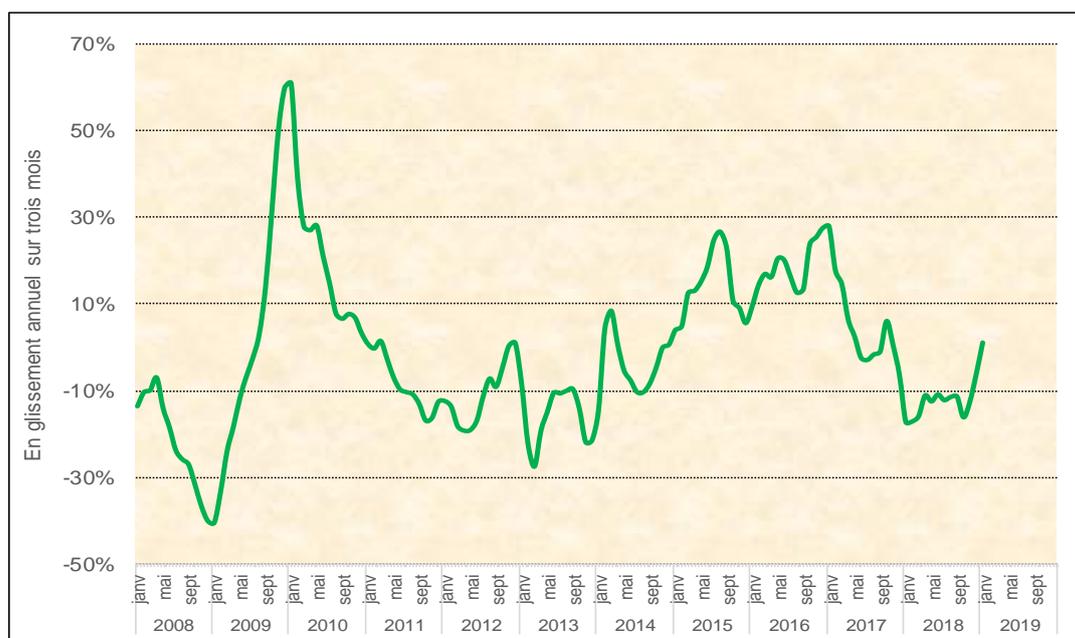
Source : Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) / Commissariat général au développement durable (CGDD) / Service de la donnée et des études statistiques (SDES), Enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN)

Quant aux mises en vente, elles affichent un recul de 3,9 % en 2018, avec une accélération de tendance nette et continue tout au long de l'année (- 16,7 %, -10,3 % et -7,3 % sur un, deux et trois trimestres en glissement annuel). Là encore, les zones B2 et C tirent, de loin, le mouvement, avec -15,3 % en 2018, et même -57,2 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2018, les zones A et B1 ressortant respectivement à +0,1 % et -3,5 %.

Par ailleurs, les promoteurs interrogés par l'Insee début 2019 s'avéraient pessimistes sur les perspectives de mises en chantier de logements, particulièrement concernant les opérations à des fins d'occupation personnelle. Ils n'étaient d'ailleurs plus que 57 % à désirer mettre à l'étude de nouveaux programmes immobiliers, contre 67 % un an plus tôt et 63 % en moyenne sur long terme (depuis 1991).

Concernant l'individuel diffus, après une stabilisation en 2017 (+0,6 %), les ventes de logements neufs ont chuté de 11,1 % en 2018. Environ 120 000 maisons ont été commercialisées, contre 135 000 un an auparavant. Toutefois, un pallier semble avoir été atteint, comme en témoigne la quasi-stabilisation des ventes en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019 (+1,1 %, cf. graphique 3).

Graphique 3 – Ventes de maisons individuelles en secteur diffus

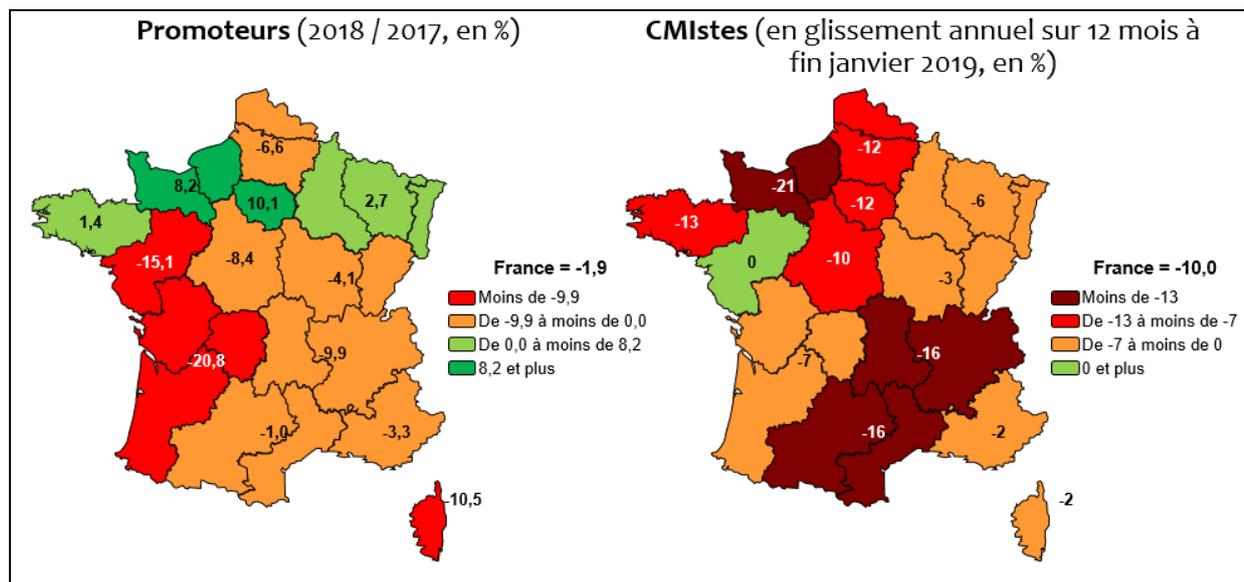


Source : CGI Bâtiment / Caron Marketing, Markemétron

À l'échelon régional, en termes de ventes des promoteurs, seules quatre régions ressortent encore en territoire positif (cf. carte 1a) : l'Île-de-France (+10,1 %), la Normandie (+8,2 %), le Grand-Est (+2,7 %) et la Bretagne (+1,4 %). À l'opposé, on relève les plus forts replis, au-delà de 10 %, en Corse et sur la façade atlantique.

Du côté des ventes des constructeurs de maisons individuelles, toutes les régions, hormis les Pays de la Loire, s'inscrivent en baisse en 2018 (cf. carte 1b). La Corse, PACA et Bourgogne-Franche-Comté limitent la casse avec des replis de 2 à 3 %. En revanche, l'Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et la Normandie voient leurs ventes plonger de plus de 16 %.

Cartes 1a et 1b – **Évolutions régionales (en %, en glissement annuel) des ventes de logements neufs**



Source : MTES/CGDD/SDES, ECLN ; CGI Bâtiment / Caron Marketing, Markemétron

2.1.2 La construction

En glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019, les autorisations de logements neufs chutent de 6,9 %, quasiment au même rythme que celui observé sur six, neuf et douze mois (cf. tableau 2). Par segment de marché, sur la même période, la baisse s'avère un peu plus prononcée dans l'individuel (-8,4 %) que dans le collectif (- 5,5 %).

Quant aux ouvertures de chantier, leur repli s'accélère avec -11,1 % en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019, contre des baisses de 6,6 %, 4,7 % et 4,5 % sur six, neuf et douze mois. Sur la période récente, la chute se lit au même rythme dans l'individuel (-11,7 %) que dans le collectif (-10,8 %).

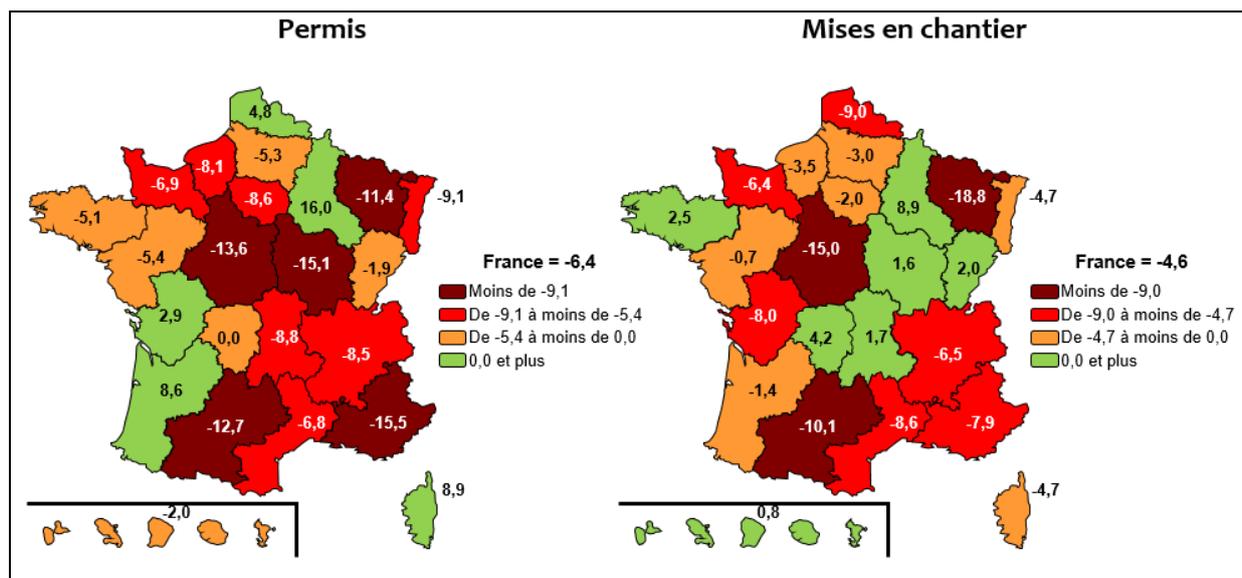
Tableau 2 – **Évolutions** (en %, en glissement annuel) **du logement neuf**²

	Individuel	Collectif	Ensemble
Sur trois mois (nov. 2018 → jan. 2019 / nov. 2017 → jan. 2018)			
Autorisations	-8,4 %	-5,5 %	-6,9 %
Mises en chantier	-11,7 %	-10,8 %	-11,1 %
Sur six mois (août 2018 → jan. 2019 / août. 2017 → jan. 2018)			
Autorisations	-5,1 %	-6,0 %	-5,6 %
Mises en chantier	-8,2 %	-5,5 %	-6,6 %
Sur neuf mois (mai 2018 → jan. 2019 / mai 2017 → jan. 2018)			
Autorisations	-6,1 %	-8,1 %	-7,3 %
Mises en chantier	-7,4 %	-2,7 %	-4,7 %
Sur un an (fév. 2018 → jan. 2019 / fév. 2017 → jan. 2018)			
Autorisations	-6,8 %	-6,0 %	-6,3 %
Mises en chantier	-6,1 %	-3,3 %	-4,5 %

Source : FFB d'après MTES/CGDD/SDES, Sit@del2

À l'échelon des régions, seules cinq ex-régions affichent encore des hausses de leurs autorisations en glissement annuel sur douze mois à fin janvier 2019 (cf. carte 2a) : Champagne-Ardenne, Corse, Aquitaine, Nord-Pas-de-Calais et Poitou-Charentes. À l'opposé, on trouve les ex Lorraine, Midi-Pyrénées et Bourgogne ainsi que le Centre-Val de Loire et PACA en forte baisse de plus de 11 %.

Cartes 2a et 2b – **Évolutions régionales** (en %, en glissement annuel) **sur douze mois à fin janvier 2019 des permis et des mises en chantier de logements**



Source : MTES/CGDD/SDES, Sit@del2

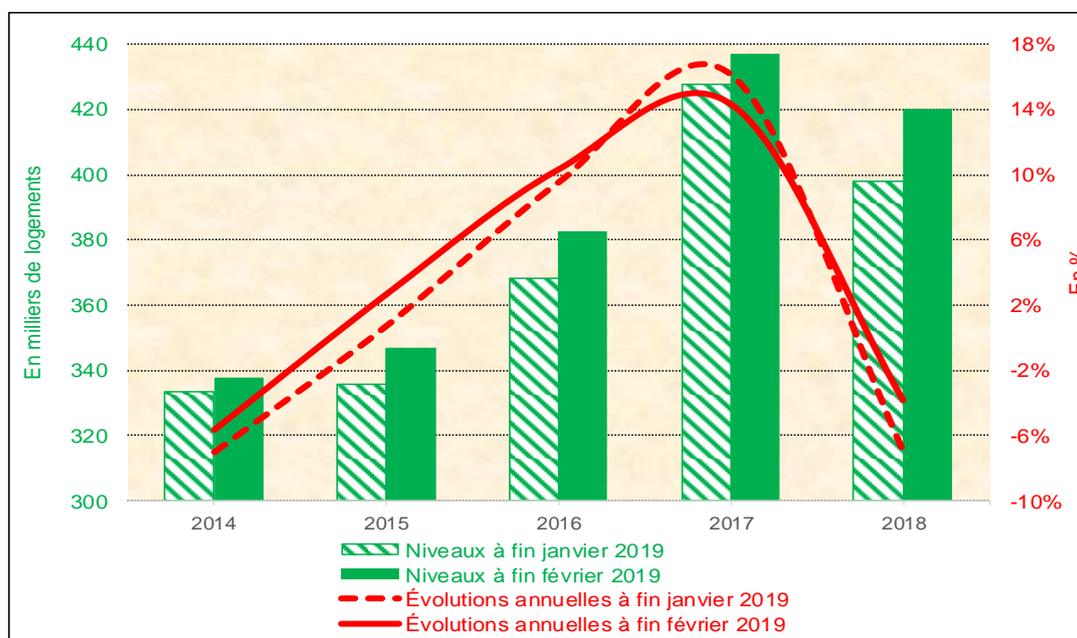
² En nombre de logements en date réelle estimée (DRE), y compris construction sur existant, en France entière.

Par ailleurs, le recul des permis commence à véritablement faire sentir ses effets en termes de mises en chantier, qui ne progressent plus qu'en Bretagne et dans les ex Champagne-Ardenne, Limousin, Franche-Comté, Auvergne et Bourgogne (cf. carte 2b). Le Centre-Val de Loire et les ex Midi-Pyrénées et Lorraine chutent même de plus de 10 %.

Encadré 1. La traditionnelle révision annuelle des mises en chantier de logements de Sit@del2.

Pour mémoire, les mises en chantier de logement publiées chaque mois par le Service de la donnée et des études statistiques (SDES) du Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) sont estimées à partir de modèles économétriques, recalés en février de chaque année, ce qui conduit à des révisions souvent conséquentes des années passées. Tel a bien été le cas en février dernier, avec des données rehaussées depuis 2014 (cf. graphique E.1). En détail, le gain s'élève à 12 000 unités en moyenne chaque année sur la période 2015-2017, et même à 22 000 logements pour la seule année 2018. Le score officiel s'établit donc maintenant à 420 000 logements commencés en 2018, contre 398 000 estimé par le Ministère un mois plus tôt.

Graphique E.1 - Comparaisons, selon les dates de publication, du nombre de logements commencés mesurés en date réelle estimée (DRE)



Source : MTES/CGDD/SDES, Sit@del2

Pour autant, les années précédentes ayant elles aussi été révisées à la hausse, les évolutions s'avèrent peu affectées. Ainsi, en 2018, la baisse du nombre de logements

commencés ressort à -3,9 %, contre -6,9 % affiché en janvier 2019. De ce fait, la prévision FFB reste inchangée, soit une baisse de 6,6 % du nombre de logements commencés pour 2019 pour atteindre 392 000 unités.

2.2 Le non résidentiel neuf

Pour le non résidentiel neuf, hors locaux agricoles, on observe une inflexion à la hausse de 6,5 % des surfaces autorisées en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019 (cf. tableau 3). Elle s'avère portée par les bâtiments administratifs, en hausse de 6,1 %, et plus encore par les bâtiments industriels et assimilés, en progression soutenue de 22,0 %, confirmant ainsi les résultats de la dernière enquête de l'Insee relative aux investissements dans l'industrie. De fait, les chefs d'entreprise de ce secteur prévoient, pour l'ensemble de l'année, une progression de 10,5 % de leurs montants globaux d'investissement (cf. graphique 4), après la stabilisation observée en 2018. Quant aux commerces, ils poursuivent leur chute à -14,5 %.

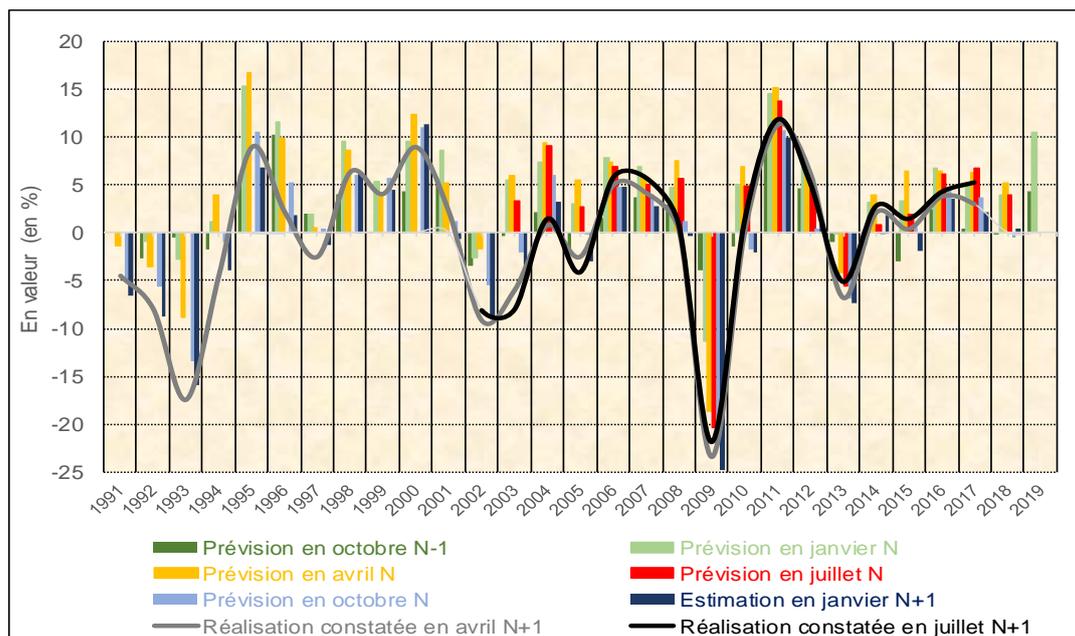
Tableau 3 – **Évolutions** (en %, en glissement annuel) **du non résidentiel neuf**³
(hors locaux agricoles)

	Bâtiments industriels	Bureaux	Commerces	Bâtiments administratifs	Total
Sur trois mois (nov. 2018 → jan. 2019 / nov. 2017 → jan. 2018)					
Autorisations	+22,0 %	-4,7 %	-14,5 %	+6,1 %	+6,5 %
Mises en chantier	-1,4 %	+11,6 %	-22,6 %	-11,0 %	-4,5 %
Sur six mois (août 2018 → jan. 2019 / août. 2017 → jan. 2018)					
Autorisations	+0,1 %	+0,4 %	-19,9 %	-4,2 %	-4,2 %
Mises en chantier	-17,7 %	+17,8 %	-25,0 %	-9,9 %	-11,4 %
Sur neuf mois (mai 2018 → jan. 2019 / mai 2017 → jan. 2018)					
Autorisations	+0,6 %	-2,2 %	-22,2 %	-2,8 %	-5,0 %
Mises en chantier	-8,4 %	+14,4 %	-10,4 %	+1,8 %	-2,6 %
Sur un an (fév. 2018 → jan. 2019 / fév. 2017 → jan. 2018)					
Autorisations	+4,3 %	+4,7 %	-20,4 %	+1,4 %	-0,9 %
Mises en chantier	-8,4 %	+17,1 %	-5,1 %	+4,9 %	-0,6 %

Source : FFB d'après MTES/CGDD/SDES, Sit@del2

³ En m² de surface de plancher en date de prise en compte (DPC), y compris construction sur existant, en France entière.

Graphique 4 – **Évolutions (en valeur) des montants d'investissement prévus dans l'industrie**

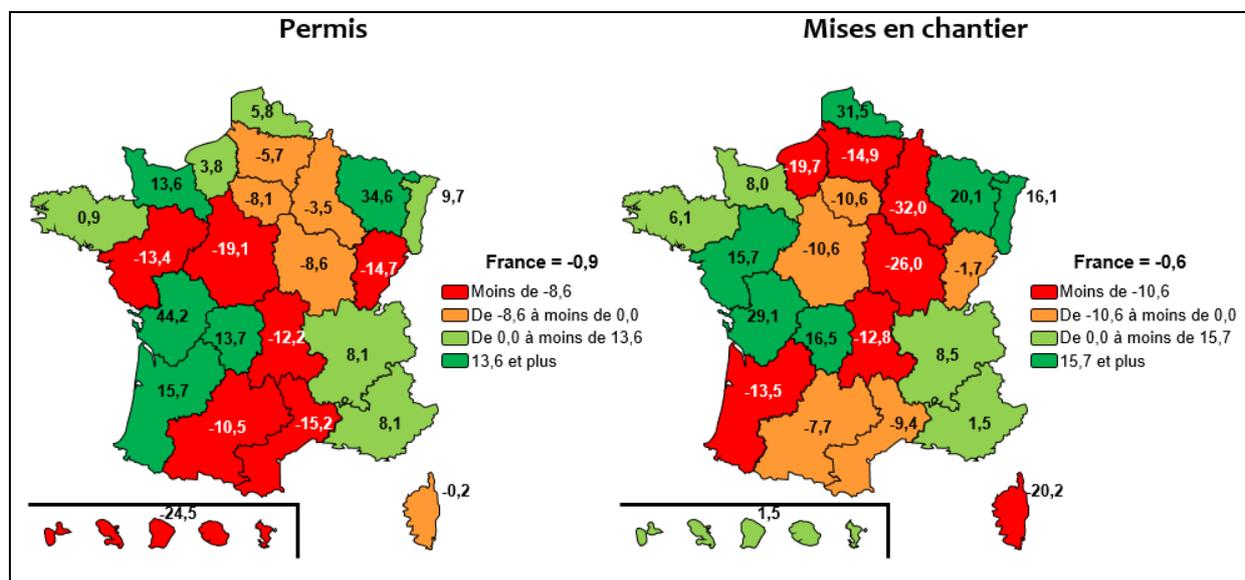


Source : Insee, enquête trimestrielle sur les investissements dans l'industrie

Compte tenu du tassement des permis au deuxième semestre 2018, les surfaces commencées, hors locaux agricoles, se replient de 4,5 % en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019. Par segment de marché, les bureaux s'affichent toujours en forte hausse (+11,6 %), loin devant les bâtiments industriels en très léger retrait (-1,4 %). En revanche, la chute ressort sévère pour les bâtiments administratifs (- 11,0 %) et davantage encore pour les commerces (-22,6 %).

À l'échelon régional, en glissement annuel sur douze mois à fin janvier 2019, cinq ex régions affichent encore de fortes hausses –plus de 13 %– de leurs surfaces autorisées, hors locaux agricoles (cf. carte 3a) : Lorraine, Basse-Normandie et les trois territoires de la Nouvelle-Aquitaine. Quant aux baisses les plus prononcées, elles se lisent sur un croissant partant des Pays de la Loire à l'ex Midi-Pyrénées, plus l'ex Franche-Comté. De façon remarquable, à l'exception des DROM et des ex Aquitaine et Haute-Normandie, les régions affichant respectivement des hausses et des baisses de leurs surfaces autorisées enregistrent également des hausses et des baisses de leurs surfaces commencées sur la même période (cf. carte 3b).

Cartes 3a et 3b – **Évolutions régionales** (en %, en glissement annuel) **sur douze mois à fin janvier 2019 des surfaces autorisées et commencées de bâtiments non résidentiels neufs** (hors locaux agricoles)

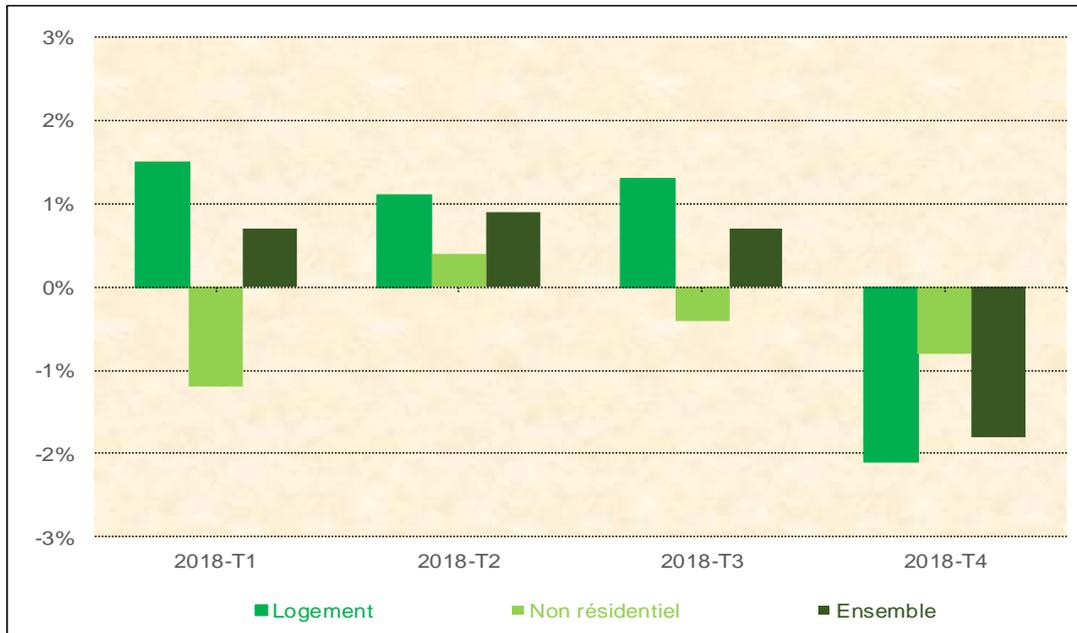


Source : MTES/CGDD/SDES, Sit@del2

2.3 L'amélioration-entretien

Sur l'ensemble de l'année 2018, l'activité en amélioration-entretien s'est globalement stabilisée, à +0,2 % pour l'ensemble, le logement s'affichant en hausse de 0,4 % et le non résidentiel en baisse de 0,5 %. Toutefois, le quatrième trimestre 2018 affiche une forte baisse de 1,8 % en glissement annuel (cf. graphique 5), qui s'explique principalement par une chute de 2,7 % de la rénovation énergétique du logement. Il faut probablement y lire les effets de la suppression de l'éligibilité des fenêtres au CITE à la fin juin 2018 et des attermolements autour de l'avenir du même CITE lors des débats de la Loi de finances pour 2019.

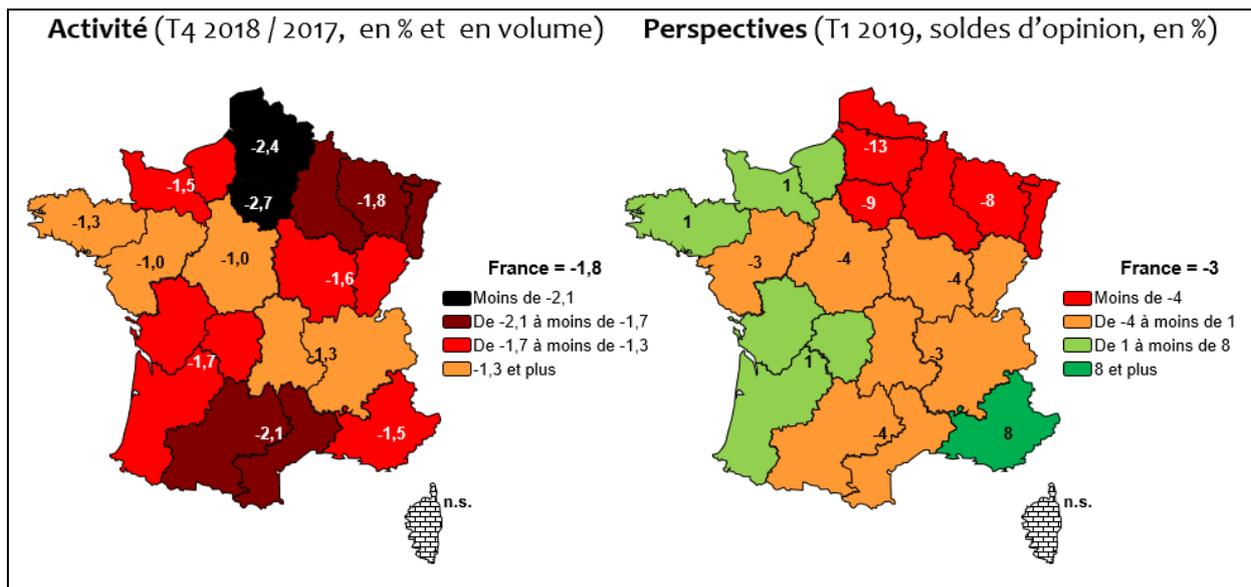
Graphique 5 – Évolutions (en %, en volume, en glissement annuel) de l'activité d'amélioration-entretien par segment



Source : FFB/Réseau des CERC

À l'échelon régional, en glissement annuel au quatrième trimestre 2018, le Centre-Val de Loire, les Pays de la Loire, la Bretagne et Auvergne-Rhône-Alpes s'en sortent un peu mieux que le reste du territoire, avec une baisse de l'activité contenue entre -1,0 % et -1,3 % en volume (cf. carte 4a). Le repli ressort deux fois plus fort dans les Hauts-de-France et l'Île-de-France.

Cartes 4a et 4b – Tendances du marché de l'amélioration-entretien



Source : FFB/Réseau des CERC

S'agissant des perspectives pour le premier trimestre 2019, les entrepreneurs de PACA ressortent bien plus optimistes que ceux des autres régions, les plus pessimistes se situant dans le quart Nord-Est de la France (cf. carte 4b).

2.4 Le bâtiment

En 2018, la croissance d'activité du secteur du bâtiment ressort un peu moins forte qu'anticipée, à +2,0 % contre +2,3 % initialement prévu, en raison d'une hausse plus modérée du marché de l'amélioration-entretien (cf. tableau 4).

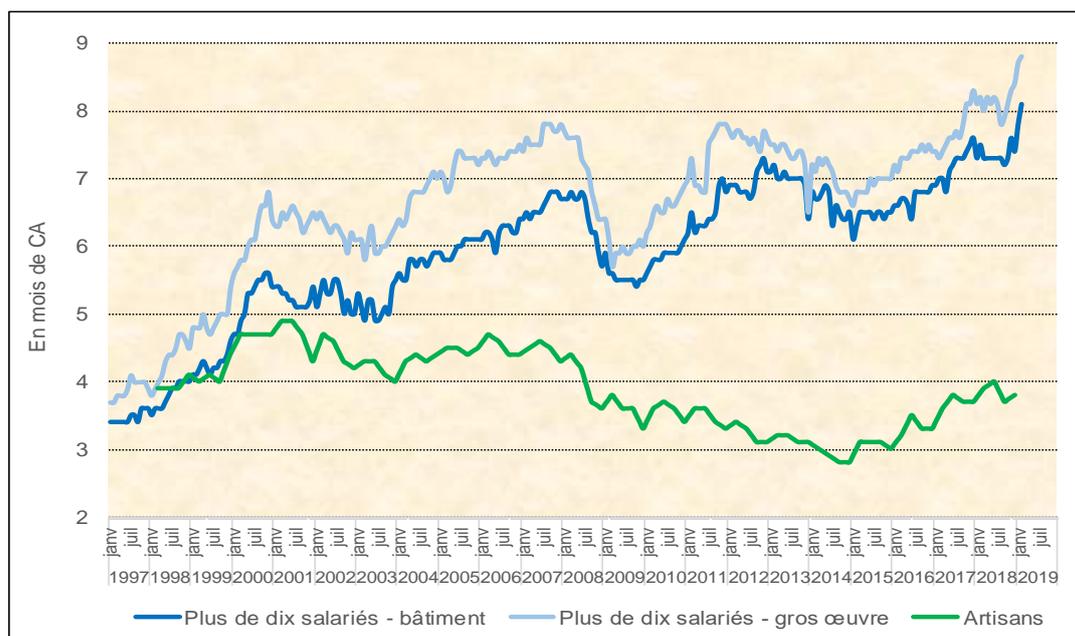
Tableau 4 – **Évolutions** (en %, en volume) **de l'activité du bâtiment par marché**

	2018 estimé (en décembre 2018)	2018 réalisé	Prévision 2019
Logement neuf	+2,8 %	+2,9 %	-4,5 %
Non résidentiel neuf	+7,4 %	+7,6 %	+3,0 %
Amélioration-entretien	+0,8 %	+0,2 %	+0,5 %
Ensemble bâtiment	+2,3 %	+2,0 %	-0,5 %

Source : FFB

Pour 2019, la FFB maintient sa prévision d'un léger repli de la production bâtiment, à - 0,5 %, avec toutefois un profil infra-annuel heurté. De fait, les carnets de commandes à 6,5 mois pour l'ensemble bâtiment (8,1 mois pour les entreprises de plus de dix salariés et 3,8 mois pour les artisans, cf. graphique 6) laissent supposer que le niveau d'activité se maintiendra au premier semestre. En revanche, les fortes baisses observées sur les permis et les mises en chantier de logement depuis un an se répercuteront sur la production à compter du second semestre 2019, qui s'affichera en léger retrait d'environ 1 % par rapport au second semestre 2018.

Graphique 6 – Carnets de commandes des entreprises de bâtiment



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment ; FFB

3. L'appareil de production

3.1 L'emploi

Après 20 600 postes supplémentaires en 2017, le bâtiment a connu une année 2018 encore meilleure avec la création de 30 600 emplois, se répartissant entre 24 700 salariés et 5 900 postes intérimaires en équivalent-emplois à temps plein ou « ETP » (cf. graphique 7).

Sur le seul quatrième trimestre 2018, l'emploi dans le bâtiment s'affiche toutefois en léger ralentissement, à +2,3 % en glissement annuel, après +2,5 % sur deux, trois et quatre trimestres. Cela correspond néanmoins à 26 700 postes de plus qu'au quatrième trimestre 2017.

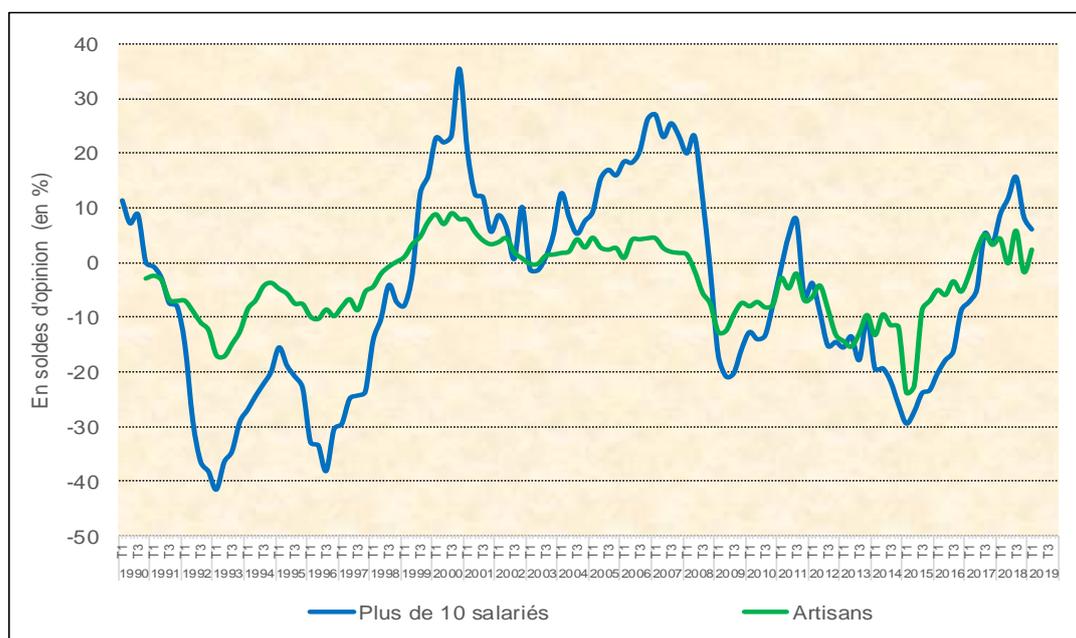
De plus, les perspectives restent bonnes et se redressent même légèrement du côté des artisans (cf. graphique 8).

Graphique 7 – Niveaux d’emploi salarié et intérimaire dans le bâtiment



Source : FFB d’après Ministère du travail, DARES

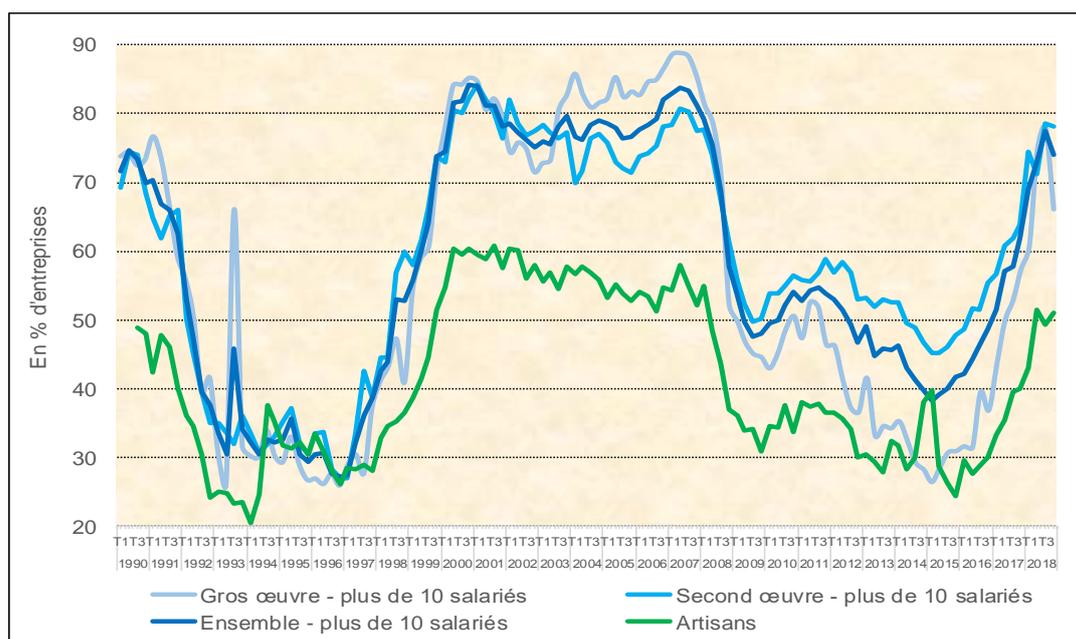
Graphique 8 – Opinions des chefs d’entreprise sur les perspectives d’emploi dans le bâtiment



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment et enquête trimestrielle de conjoncture dans l’artisanat du bâtiment

Bien que toujours très fortes dans le secteur, les difficultés de recrutement se tassent un peu pour les entreprises de plus de dix salariés du gros-œuvre, premières touchées par le ralentissement de l’activité de 2018 (cf. graphique 9).

Graphique 9 – Part des entreprises déclarant des difficultés de recrutement dans le bâtiment

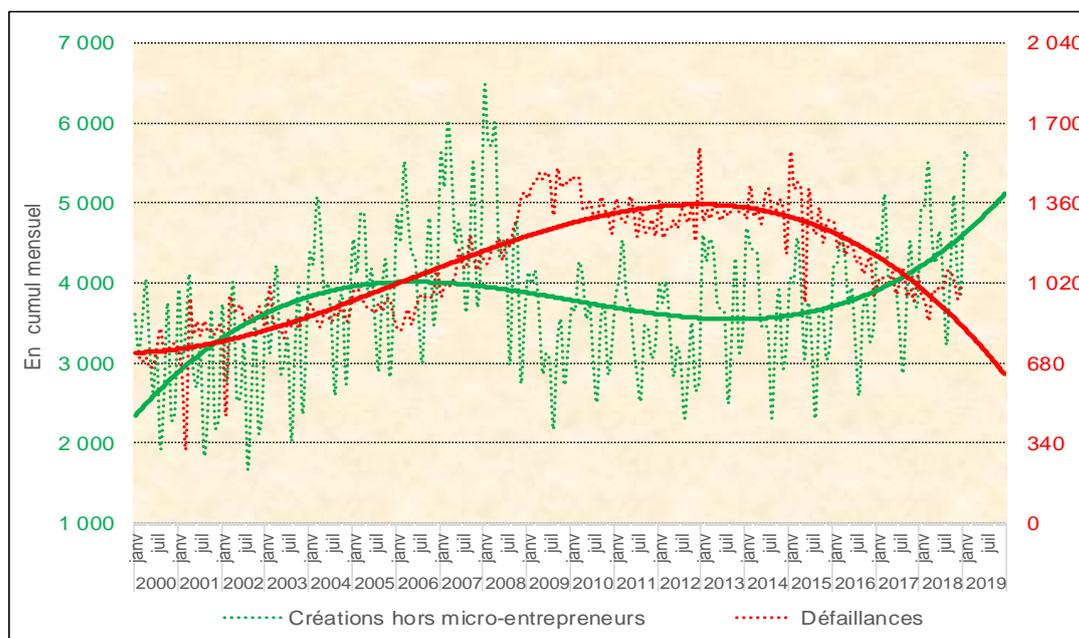


Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment et enquête trimestrielle de conjoncture dans l'artisanat du bâtiment

3.2 La démographie des entreprises

Les créations d'entreprises dans la construction ressortent toujours très dynamiques, à +12,8 % hors micro-entrepreneurs en glissement annuel sur deux mois à fin février 2019 (cf. graphique 10). Quant aux défaillances, elles ont continué de reculer en 2018, de 2,6 % précisément, soit à un rythme toutefois bien moindre qu'en 2017 (-10,9 %). De plus, une inversion de tendance s'observe depuis l'été 2018, avec de légères hausses de 2,4 % et 0,5 % en glissement annuel sur les troisième et quatrième trimestres.

Graphique 10 – Créations et défaillances d'entreprises dans la construction

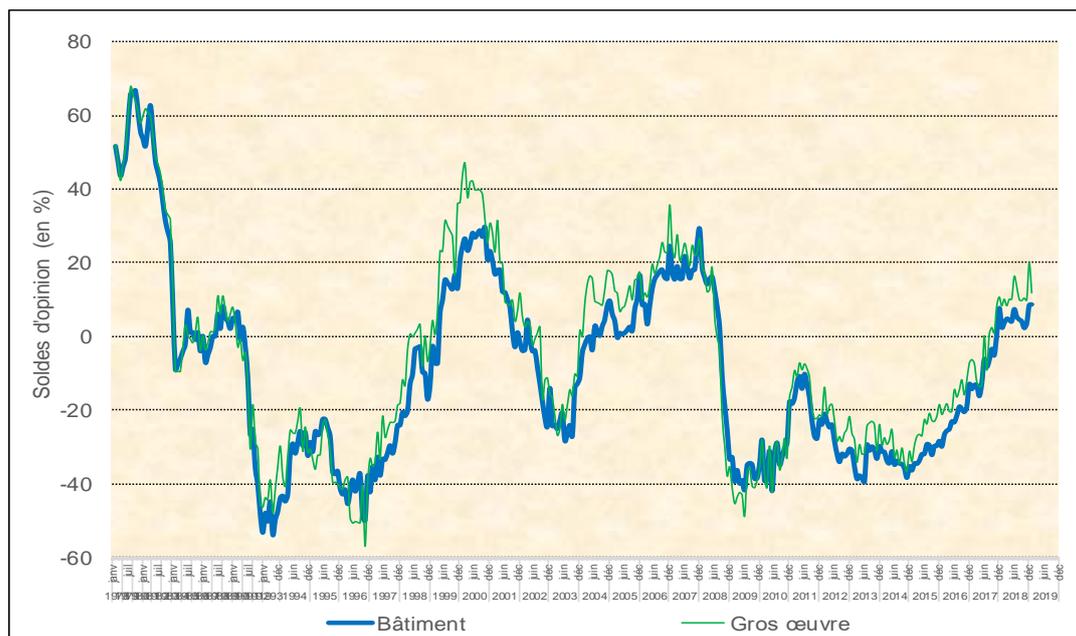


Source : Insee ; Banque de France

3.3 La situation financière des entreprises

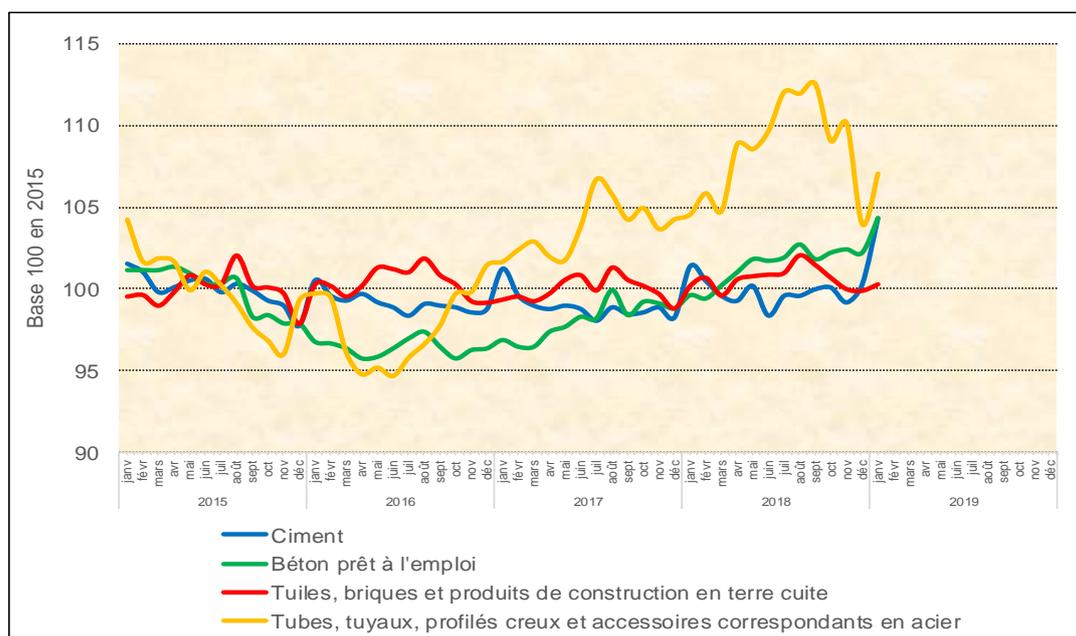
Les chefs d'entreprise de plus de dix salariés interrogés par l'Insee signalent des prix qui restent bien orientés sur le début 2019 (cf. graphique 11). Une telle orientation, si elle est confirmée, s'avère indispensable en raison des hausses toujours soutenues du coût des matériaux. Ainsi, les prix du béton prêt à l'emploi d'une part, des tubes, tuyaux et profilés creux en acier d'autre part, s'affichent respectivement à +3,8 % et +2,8 % en glissement annuel sur trois mois à fin janvier 2019 (cf. graphique 12).

Graphique 11 – Opinions des chefs d'entreprise de plus de dix salariés sur les perspectives de prix dans le bâtiment



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment

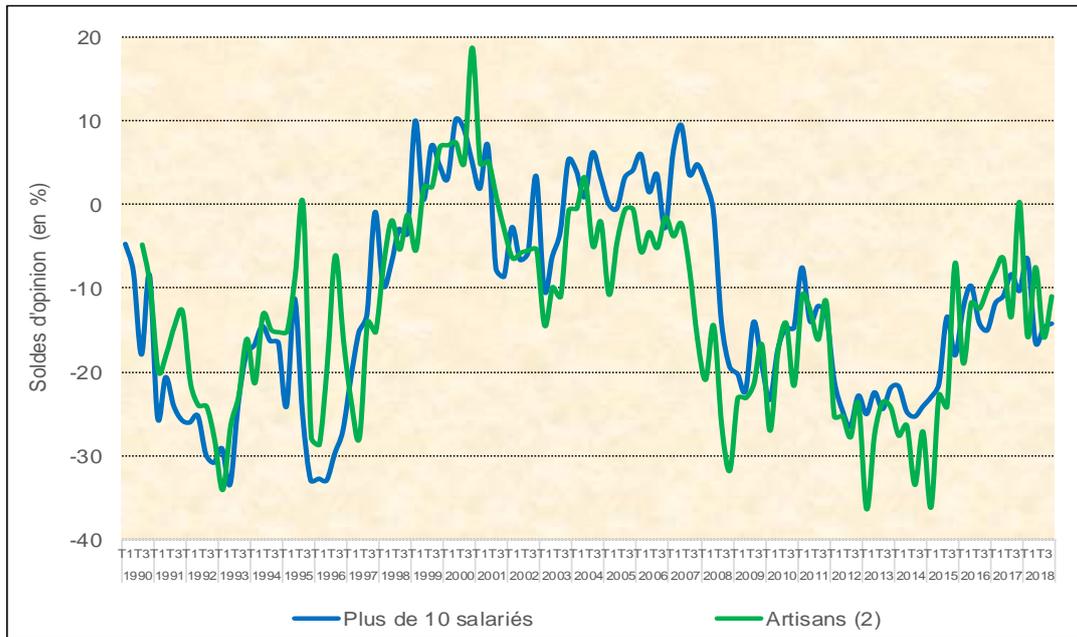
Graphique 12 – Indices de prix des matériaux de construction



Source : Insee

Enfin, les tensions sur les trésoreries des structures de plus de dix salariés restent fortes selon les chefs d'entreprises interrogés par l'Insee (cf. graphique 13). Quant aux artisans, ils ressortent un peu moins pessimistes qu'il y a trois mois mais la majorité d'entre eux mentionne toujours une situation tendue.

Graphique 13 – Opinions des chefs d'entreprise sur la trésorerie dans le bâtiment



Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture dans le bâtiment et enquête trimestrielle de conjoncture dans l'artisanat du bâtiment